

L'économie parisienne, un dynamisme retrouvé à l'issue de la crise, une attractivité redéfinie au service de la transition écologique et sociale.

Paris, le 17 novembre 2021

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues,

En cette fin d'année 2021, un point sur la situation économique parisienne s'impose. Bien plus qu'ailleurs, les Parisiennes et les Parisiens ont payé un lourd tribut à la pandémie, dont les conséquences économiques ont été très lourdes sur les entreprises parisiennes, sur l'activité et sur l'emploi.

Aujourd'hui, et même si nous devons rester prudents, les résultats sont heureusement très encourageants, car le rebond est là, plus fort d'ailleurs sur le territoire parisien qu'ailleurs. Nous nous en doutions compte tenu de ce que sont la situation et l'écosystème parisiens.

L'attractivité à l'échelle parisienne mais aussi métropolitaine est à nouveau éclatante, et avant toute chose j'aimerais revenir sur les contours de cette notion d'attractivité, pour poser les termes de notre débat.

Si, à travers l'attractivité, nous allons bien sûr parler des flux d'investissements internationaux, des capitaux et des touristes, j'aimerais aussi bien sûr que l'on pense l'attractivité comme l'atout d'une ville qui attire des talents, qui attire aussi les idées, les créations, une ville où l'économie sociale et solidaire s'inscrit aussi pleinement dans notre économie à part entière, et où tout cela s'inscrit dans le contexte de l'urgence écologique qui ne doit jamais nous quitter.

En d'autres termes, nous ne cherchons pas, je ne cherche pas à tout prix l'attractivité pour l'attractivité, mais je l'intègre à un projet global de grande transformation de notre ville pour réduire bien sûr notre empreinte carbone sans jamais laisser de côté les classes moyennes et les catégories populaires.

Notre attractivité doit bénéficier à toutes et tous, et surtout bien sûr les plus vulnérables et celles et ceux qui sont venus chercher à Paris une forme de protection, de considération, et même d'espoir que nous devons leur offrir.

En premier lieu, même si la crise n'est pas complètement derrière nous, nous pouvons constater que la reprise est là, et je veux d'abord remercier les Parisiennes et Parisiens, les entrepreneurs, les commerçants, les travailleurs des premières lignes qui, par leur ténacité, ont permis à l'économie parisienne de tenir et de se redresser. C'est d'abord à eux que nous devons ces résultats.

Je veux aussi bien sûr saluer l'implication de tous les élus et de tous les services, les services de la Ville, qui ont participé à ce redressement rapide de l'économie parisienne. Au regard des spécificités de notre économie et de l'ampleur de la crise, la tâche était pourtant immense. La place centrale occupée par le tourisme et le commerce dans notre économie a en effet très vite conduit à une perte d'activité et d'emplois bien supérieure à la moyenne nationale. Et ce fut sans aucun doute le choc économique le plus important depuis l'après-guerre.

Et jusque début 2021, notre perte d'activité était supérieure à la moyenne nationale d'environ 1 à 2 points, le nombre des demandeurs d'emploi avait augmenté de 7,3 % en 2020 contre, par exemple, 4,8 % dans la France métropolitaine.

Même si l'activité et l'emploi ne sont pas complètement revenus à leur niveau d'avant crise, l'économie et les emplois parisiens reprennent fortement et désormais plus fortement que sur le reste du territoire national.

Les dernières projections de l'INSEE le prouvent aussi : l'économie parisienne se situera fin 2021 au-dessus de son niveau d'avant crise, avec une augmentation de 0,6 % à Paris contre 0,1 % pour la moyenne nationale.

L'emploi rebondit aussi plus rapidement, et à Paris le taux de chômage, qui reste sensiblement inférieur à la moyenne nationale, est désormais très proche de son niveau d'avant crise : 6,5 % contre 6,2.

D'ailleurs, avant la crise, nous avons organisé plusieurs rencontres où nous parlions d'une situation, qui était quasiment une situation de plein-emploi.

Réjouissons-nous de ce rebond qui montre que notre action, au-delà d'ailleurs de celle de l'État, qui partout, en France comme en Europe d'ailleurs est sous l'impulsion de l'Union européenne, a permis de financer le chômage partiel, et donc de maintenir des salaires pendant toute cette période de confinement.

C'est une situation et nous ne pouvons que nous réjouir du fait que l'État ait procédé de cette façon, il l'a fait comme l'ont fait tous les États à l'échelle européenne, et ils l'ont fait d'ailleurs sous l'impulsion de l'Union européenne.

Cela a été efficace et nous nous en réjouissons, puisque cela n'avait pas été le cas par exemple au moment de la crise de 2008. Cela avait été fait en Allemagne mais pas en France et on avait vu d'ailleurs la capacité de rebond de l'Allemagne par rapport à la France, qui était en grande partie liée à cette question de la prise en charge du chômage partiel, donc la leçon a été tirée et on ne peut que s'en réjouir.

L'innovation aussi repart comme la preuve de la vitalité de nos entreprises. Je pense, par exemple, à cette "start-up" WeFight incubée à Paris, pour développer des assistants virtuels destinés aux malades atteints de maladies chroniques et de cancers, qui par exemple vient de lever 10 millions d'euros.

Le tourisme aussi repart, et cette attractivité retrouvée, nous la devons notamment à la transformation du centre de Paris, et en l'espace de quelques mois, de très nombreux lieux emblématiques ont ouvert ou rouvert.

Ces lieux qui font cette renommée mondiale de Paris, je pense, bien sûr, à la bourse de commerce que nous avons accompagnée depuis son origine. Je pense au Musée Carnavalet que nous avons entièrement rénové et qui est aujourd'hui un point d'attractivité touristique et bien sûr pour le plaisir des Parisiennes et Parisiens, mais qui est extrêmement important. Un projet hôtel de la marine, que la Ville a aussi accompagné dès son origine et à l'époque, il était porté par l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing, ou encore à la Samaritaine qui présente aussi une rénovation extrêmement importante.

Dans ces éléments de patrimoine que nous avons su valoriser, porter et qui sont aujourd'hui des atouts considérables, je pense aussi au musée Victor Hugo. Je pense demain à Notre-Dame, réparée, qui trouvera aussi toute sa splendeur au cœur de Paris. Je pense aussi à ce très, très grand projet, la piétonisation des voies sur berges, qui font la joie des Parisiens et des Parisiennes comme bien sûr des touristes. Je pense aussi à la rénovation de nos différentes portes qui sont des éléments très importants, au développement du tramway, toutes ces infrastructures, toutes ces transformations tangibles qui renforcent l'attrait de notre capitale et donnent l'envie de s'y rendre.

Nous devons ces résultats à deux atouts, d'abord, des bases économiques saines et une relance efficace. Nos bases sont solides, Paris est une ville attractive et tous les investisseurs le disent, attractive pour les investissements internationaux. C'est une des villes touristiques les plus attractives au monde, qui a la particularité d'être une ville patrimoniale mais pas une ville-musée, puisque c'est aussi une ville dans laquelle on vit, on travaille, et dans laquelle il y a cette créativité liée à cet écosystème particulièrement performant.

Nous sommes donc la ville où il y a le plus de commerces, d'artisans par habitant. Nous sommes la première place financière en Europe et la capitale européenne de l'innovation.

Paris est aussi une ville qui montre l'exemple en matière de transition écologique, et sur ce sujet nous sommes reconnus pour cette capacité à agir. Je reprends les propos du secrétaire d'Etat américain chargé notamment des transports et de la mobilité, récemment voyant les grandes transformations des infrastructures parisiennes, il a dit : "si Paris a pu le faire, alors partout, on peut le faire". C'est ce qui se dit à l'international sur la capacité que nous avons eue à affronter et à être vraiment proactifs et innovants dans cette transition écologique.

D'ailleurs, je ne reviens pas sur ce que nous avons dit hier sur la réception récente du prix des Nations unies.

A ces fondamentaux solides s'est ajoutée une relance dynamique en faveur de l'économie et de l'emploi, et cette action a été rapide et massive. Le plan de relance que nous avons porté, c'est déjà les 230 millions d'euros mobilisés, donc au-delà des 200 millions d'euros dont nous avons ici même pris acte au tout début du confinement, que j'avais annoncés, notamment 230 millions au lieu de 200, en raison de la prolongation bien sûr de la crise en 2021.

Malgré ces dépenses entièrement justifiées, nous avons continué à assurer des finances soutenables pour notre ville, comme le démontre, et nous en avons parlé hier, le relèvement très récent de la notation Standard & Poor's qui a attribué à Paris la meilleure note possible pour une collectivité territoriale en France.

Ce plan de relance parisien porté par les finances parisiennes était nécessaire pour soutenir le commerce, le tourisme, la culture, avec aussi des exonérations importantes couplées à des aides ciblées, mises en œuvre avec la Région ou par exemple avec la B.P.I.

Il était nécessaire partout pour pallier les insuffisances du plan de relance du Gouvernement. Je me souviens ici même dans cette salle, nous avons organisé une réunion avec l'ensemble des entrepreneurs, mouvements économiques, organisations syndicales de la capitale pour essayer de plaider tous ensemble, mais vraiment tous ensemble à l'unisson avec les organisations patronales et syndicales pour un plan de relance territorial parisien, ce fut en vain, l'État ne nous aide pas, mais nous avons travaillé et apporté nos contributions.

L'État ne nous aide pas alors que d'autres collectivités, nous l'avons dit hier, ont été massivement soutenues. Les aides vis-à-vis de Paris n'ont pas été à la hauteur et ces injustices, je les ai dénoncées, je continuerai à le faire à maintes reprises parce que les faits sont têtus, et pourtant tout cela est resté sans réponse.

Parmi nos mesures de relance, j'aimerais revenir par exemple sur une action en faveur de l'emploi avec le plan "Paris boost emploi" pour lequel je veux saluer le travail très, très soutenu, déterminé d'Afaf GABELOTAUD, qui avec l'ensemble des partenaires parisiens, du monde économique, du monde syndical, mais aussi avec le service public de l'emploi, national et évidemment parisien, a travaillé.

À travers ce plan, nous renforçons la formation, l'accompagnement, l'insertion des personnes les plus vulnérables et souvent les plus éloignées de l'emploi et c'est en ciblant des formations les plus prometteuses, en lien avec le service public de l'emploi, que nous atteindrons nos deux objectifs d'ici la fin de la mandature.

Tout d'abord, doubler le nombre de formations annuelles et assurer plus de 50.000 formations professionnalisantes gratuites pour les plus éloignés de l'emploi, c'est un engagement que nous avons pris ici même, que nous portons et qui n'est, comme tous nos engagements, pas simplement une annonce mais quelque chose que nous suivons au quotidien.

Mais je veux aussi évoquer l'appel à projets "emplois à domicile", nous savons combien c'est important, qui vise à renforcer la formation dans des métiers dont la crise nous a aussi rappelé l'importance pour vivre ensemble.

À chaque fois nous adoptons la même méthode, nous agissons dans la proximité, au plus près des habitants, nous allons vers celles et ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi, les femmes d'abord, les habitants des quartiers prioritaires, je veux remercier Anne-Claire BOUX aussi pour son engagement, les personnes à la rue, ou encore les réfugiés.

Nous continuerons bien sûr sur ce chemin en augmentant cette année le budget des services publics de l'emploi de 20 %, ce qui est une augmentation considérable dans un budget contraint dont nous avons hier analysé et voté les orientations pour 2022. Cette augmentation du budget des services publics de l'emploi de 20 %, c'est pour ne laisser personne invisible, en dehors du monde du travail et dans l'extrême précarité.

J'aimerais saluer la mobilisation de Pôle emploi, d'Ensemble Paris emploi compétences, l'EPEC, de l'école aussi de la deuxième chance et de la mission locale. Nous avons souvent l'occasion d'accueillir dans nos tribunes les élèves de l'École de la deuxième chance.

J'aimerais aussi évoquer l'insertion par l'activité économique pour laquelle nous avons mobilisé 7,7 millions d'euros en 2021, et je veux remercier Florentin LETISSIER aussi pour son engagement sur ce champ essentiel de notre action.

Le projet de délibération qui va être présenté dans le cadre de cette communication permettra non seulement de soutenir ce secteur, mais aussi de l'orienter totalement, ce qu'il est par définition déjà, vers la transition écologique dans sa dimension sociale qui est aujourd'hui l'élément fondamental et incontournable de toute transition écologique.

Au final, ces derniers mois nous n'avons jamais cherché seulement à relancer l'économie et l'emploi. Nous avons accéléré la transformation de notre modèle économique pour le mettre au service des personnes, et bien sûr de la préservation de notre environnement.

Le dynamisme, qui est celui aujourd'hui de l'économie parisienne, intègre la transformation profonde de notre modèle économique, qui est tout à la fois écologique, social et solidaire.

Les faits nous donnent raison, si certains ont parfois cru bon de critiquer nos ambitions en faveur des logements sociaux, nos pistes cyclables, notre défense du service public, notre volontarisme pour mettre fin au diesel, force est de constater qu'aujourd'hui, nous devons notre attractivité autant à l'amélioration de la qualité de l'air qu'aux places en crèche, qu'aux investissements de long terme pour l'énergie et les transports et aussi évidemment à nos bons résultats économiques, parce que c'est la bonne méthode et que nous continuerons à porter cette double ambition dans tous les secteurs qui sont les secteurs de nos compétences municipales.

Je pense bien sûr à l'emploi et à la formation, on en a parlé, c'est tout l'objectif, chère Afaf GABELOTAUD, de l'appel à projets "Relancer mon entreprise autrement", qui contribuera et continuera de se déployer avec 2,2 millions d'euros pour accompagner les entreprises et les aider à investir dans la transformation numérique, qui est aussi un point très important.

D'ailleurs, un point dont on ne parle pas souvent mais qui fait partie des deux leviers du plan de relance européen "Transition écologique et transition numérique" sur lesquels normalement un plan de relance aurait pu être fait en associant les territoires et les collectivités de notre pays, ce qui n'a pas été le cas, aurait pu être un vrai plan de relance s'appuyant sur ces deux leviers.

Nous n'attendons pas, nous le faisons, pour aider les entreprises à investir dans la transformation numérique et écologique de leurs infrastructures.

Je pense bien sûr aussi au tourisme et c'est tout le sens, cher Frédéric HOCQUARD, des Assises du tourisme durable que nous avons tenues et qui ont été organisées en juillet dernier, avec l'ensemble des acteurs du secteur, avec des recommandations qui ont été formulées, qui sont très utiles pour construire un tourisme plus respectueux, plus local et bien sûr moins polluant. Ces recommandations sont progressivement mises en œuvre, notamment par le biais aussi de notre plan "vélo".

Je pense aussi à l'appel à projets que nous avons lancé "Hébergement touristique durable et accessible" qui permet, à hauteur de près de 1 million d'euros, d'aider les acteurs de l'hébergement à réduire leur consommation énergétique et à respecter notre ambition aussi d'accessibilité universelle, cher Jacques GALVANI.

Je pense à l'innovation, et là c'est le travail fait par Pénélope KOMITÈS, ce travail d'incubation, d'accompagnement de nos jeunes entreprises innovantes avec aussi une attention très particulière portée à l'entrepreneuriat féminin qui nous tient particulièrement à cœur, et aussi à l'entrepreneuriat lié aux quartiers prioritaires.

Aujourd'hui, par exemple, c'est l'association "Willa", cet incubateur pour les entreprises innovantes portées par des femmes, qui va bénéficier des financements de la Ville. D'ailleurs, avant de s'appeler "Willa", c'était un incubateur et une pépinière au féminin que j'avais eu l'occasion d'accompagner dès 2001, dans mes fonctions de première adjointe en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes. Donc voyez, ce sont des politiques de long terme que nous soutenons.

Je pense aussi à l'économie sociale, solidaire et circulaire, j'en ai parlé, tout l'enjeu, cher Florentin LETISSIER, de la création d'un écosystème parisien qui fera de cette économie non pas simplement un secteur comme un autre, mais un modèle pour l'économie parisienne tout entière, et nous renforçons là aussi nos instruments financiers d'accompagnement. Ce Conseil de Paris nous permettra aussi de créer, en partenariat avec Paris Initiative Entreprise, un nouveau fonds d'investissement de l'E.S.S. pour les entreprises, afin qu'elles bénéficient d'un financement en fonds propres ou quasi-fonds propres pour se développer et changer d'échelle.

La Ville injecte donc à cette fin 890.000 euros avec un objectif de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires, et la création de près de 500 emplois.

Je pense enfin à la relocalisation sans laquelle nous ne pourrions réduire notre empreinte carbone. Nos efforts pour relocaliser la production et la consommation à Paris vont se poursuivre via aussi notre politique immobilière et foncière, et je remercie Olivia POLSKI aussi de nous accompagner dans ce travail, qui va garantir à nos entreprises et à nos commerces des loyers abordables. Nous sommes d'ailleurs accompagnés par la Caisse des dépôts dans ce travail extrêmement important.

Chers collègues, notre avenir économique tient sur un équilibre subtil, l'idée n'est pas d'arrêter de produire ou de créer, ou d'arrêter d'attirer des entreprises ou d'arrêter d'attirer les touristes. Au contraire, nous devons les attirer toujours plus, mais en respectant à la lettre notre cap qui est celui de la neutralité carbone en 2050.

Ce modèle d'attractivité, nous le construisons aussi à l'échelle du Grand Paris avec Patrick OLLIER. C'est dans cette logique que nous avons pensé et que j'ai pensé la candidature des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, pour renforcer l'attractivité de toute la Métropole à laquelle sera légué cet héritage en termes d'infrastructures, d'emplois, d'adaptation aussi à l'urgence climatique.

Si nous pouvons nous réjouir de l'attractivité retrouvée de Paris, j'aimerais surtout vous dire à nouveau ma satisfaction que ce rebond soit avant tout écologique et social.

On ne peut pas construire une politique sans vision, notre vision est claire, je crois qu'elle est partagée par une grande majorité de Parisiens, et il me semble que c'est le seul chemin qui nous permettra à la fois de rester attractifs et de penser notre économie au service des Parisiennes et Parisiens, de tous les habitants de la Métropole, de celles et ceux qui y vivent déjà ou voudraient venir s'y établir, au service aussi et surtout des jeunes et des générations futures. Bref, quelque chose qui nous permette de rester ce que nous sommes : fidèles à nos valeurs, à une vision et à une lucidité sur la nécessité de transformer notre monde, mais de ne laisser personne sur le bord du chemin.

Je vous remercie.